



# Fonds Régional des Territoires

## Règlement d'application communautaire 2020-2021

Siège social :

Maison de Pays

3 Grande rue 58800 Corbigny

## 1. CONTEXTE

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie locale. A ce titre, la Région Bourgogne Franche-Comté, compétente et chef de file en matière de développement économique, associe les EPCI (les Communautés de communes notamment) en convenant d'un Pacte territorial (2020-2021) pour soutenir et assurer un soutien financier aux entreprises de proximité.

Le Pacte territorial se compose notamment d'un Fonds Régional des Territoires (FRT). Celui-ci est alimenté à la fois par la Région elle-même à hauteur de 5€ par habitant et par les EPCI à hauteur de 1€ par habitant, ce qui représente une enveloppe de 58 872€ pour la Communauté de communes.

Le Fonds Régional des Territoires se compose de deux volets :

1. Un volet « collectivité », portant sur des actions collectives que la Communauté de Communes engage elle-même en soutien aux entreprises locales ;
2. Un volet « entreprises », portant sur les aides directes que la Communauté de communes attribuera aux entreprises locales sous la forme de subventions et sur délégation de la Région Bourgogne Franche-Comté.

Ce deuxième volet fait l'objet du présent règlement. Celui-ci définit les modalités d'intervention de la Communauté de communes en faveur des entreprises de l'économie de proximité et en cohérence avec le cadre régional posé.

## 2. BENEFICIAIRES

Les entreprises bénéficiaires sont des entreprises commerciales, artisanales ou de services :

- Ce sont des PME au sens communautaire, ayant leur établissement dans le territoire de la Communauté de Communes Tannay-Brinon-Corbigny et dont le siège est situé en Région Bourgogne Franche-Comté ;
- Plus précisément, sont concernées par le fonds territorial de subvention, les PME dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein ; Sont considérés comme « salariés » les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur ;
- Elles justifient d'un chiffre d'affaires inférieur à 1 000 000€ hors taxes. Ce chiffre s'entend par entreprise (personne physique ou morale exploitant l'activité) et non par établissement quand il y a des établissements secondaires ;
- Leur surface de vente à vocation alimentaire ne peut excéder 400m<sup>2</sup> ;

- Elles sont économiquement viables et à jour de leurs cotisations sociales.

#### Cas particulier des Cafés-Hôtels-Restaurants :

Peuvent être éligibles les cafés et les restaurants, à condition qu'ils aient bien un caractère permanent (ouverture au moins 10 mois sur 12 et 5 jours par semaine).

Les hôtels-restaurants sont éligibles (pour leur partie restauration) s'ils respectent les conditions suivantes :

- le restaurant a un caractère permanent (ouverture au moins 10 mois sur 12 et 5 jours par semaine),

Les commerces non sédentaires sont éligibles s'ils respectent les conditions suivantes :

- leur siège social se situe dans la Nièvre ;
- leur activité (marchés ou tournées) a un caractère permanent sur le périmètre de l'opération (présence au moins 10 mois sur 12 et 1 jour par semaine).

Les entreprises agricoles sont éligibles pour leur partie « activité commerciale », dès lors qu'elles sont inscrites au Registre des Métiers et/ou au registre du Commerce et des Sociétés.

#### **Sont exclus des bénéficiaires :**

- les Sociétés Civiles Immobilières,
- les entreprises en cours de procédure collective (redressement, liquidation...),
- les pharmacies et les professions libérales dites réglementées,
- les entreprises industrielles,
- les banques, les activités financières, les agents d'assurances, les agences immobilières,
- les dépôts-ventes et loueurs d'objets d'occasions,
- les activités agricoles « hors commerce » (production et services divers),
- les entreprises de transport, ambulances, taxis, VTC
- les stations-services carburants,
- les commerces de gros, le négoce,
- les commerces saisonniers,
- les activités liées au tourisme, comme les hébergements touristiques : hôtels, gîtes, chambres d'hôtes, chambres chez l'habitant, emplacements destinés à accueillir les campeurs, restaurants qui se caractérisent par une fréquentation touristique majoritaire et l'absence de menu du jour.

### **3. NATURE ET ELIGIBILITE DE LA DEPENSE**

Dans une logique de soutien aux nouvelles initiatives des entreprises en période de post-confinement, les projets retenus par la Communauté de communes sont centrés sur l'économie locale et auront pour objet de favoriser :



- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire (commerce, artisanat, prestataires de services) ;
- La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques (commercialisation ; adaptation aux changements de comportement des consommateurs ; création de plates-formes numériques, réaménagement d'un point de vente dans le cadre d'amélioration de l'attractivité du commerce) ;
- La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux ;
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse.

### **3.1. Les dépenses éligibles**

#### **3.1.1. Investissements matériels immobilisables, immatériels**

Les investissements matériels immobilisables et immatériels (équipements informatiques en « hardware », logiciels spécifiques aux métiers, création et refonte de sites internet) sont éligibles.

Concernant les véhicules, seuls sont éligibles :

- les véhicules de tournées alimentaires de première nécessité utilisés par les commerçants pour assurer une desserte itinérante de proximité dans les communes dépourvues d'activité commerciales et l'aménagement de ces véhicules.
- les véhicules utilitaires des artisans directement liés à leur production et l'aménagement de ces véhicules.

Pour les commerces non sédentaires, sont éligibles les dépenses d'équipements professionnels directement rattachables à l'exercice de l'activité, ainsi que celles rattachées aux locaux d'activité implantés dans le périmètre de l'opération (ex : laboratoires de fabrication).

Le matériel d'occasion est éligible sous réserve de la production de l'acte authentifiant la vente et d'une attestation du vendeur selon laquelle le matériel n'a pas été subventionné à l'origine. Cette disposition s'applique également dans le cas d'acquisition de camions de tournées d'occasion et de véhicules utilitaires

En cas de travaux réalisés en interne par l'entreprise demandeuse, la subvention portera sur la fourniture des matériaux.

- 3.1.2. Charges des remboursements d'emprunts liés à des investissements matériels immobilisables et immatériels, pour la partie en capital, contractés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et jusqu' au 31/12/2020 pour les entreprises créées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019

Seules les échéances en capital futures peuvent être éligibles.

Par exemple, pour un prêt ayant démarré au 1<sup>er</sup> avril 2020, c'est le capital restant dû au moment de la demande formulée auprès de la Communauté de communes qui sera pris en compte comme base éligible de l'aide.

### 3.2. Les dépenses inéligibles

- Aides à l'immobilier d'entreprise. Elles sont de la compétence exclusive du bloc communal et pourront être complétées le cas échéant par les dispositifs régionaux dédiés en vigueur ;
- Les véhicules et matériels roulants à l'exception de ceux évoqués au paragraphe 3.1. ;
- Le coût de la main d'œuvre relative aux travaux réalisés par l'entreprise pour elle-même ;
- Les acquisitions réalisées en location par option d'achat (crédit-bail, leasing...) ;
- L'acquisition d'un fonds de commerce, d'un local commercial ou d'un terrain pour construire des locaux d'activité ;
- Les dépenses de construction, de gros œuvre (y compris les charpentes et les couvertures) ;
- Les dépenses directement liées à un usage résidentiel.

## 4. MODALITES DE FINANCEMENT DES PROJETS

Les aides sont attribuées dans la limite de l'enveloppe communautaire et dans les conditions fixées dans le présent règlement.

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec d'autres dispositifs nationaux (Fonds national de solidarité) ou régionaux (Fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, fonds de solidarité territorial, ...), sous réserve des régimes d'aides applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes.

L'aide revêt la forme d'une subvention associant les financeurs suivants :

- Le Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté
- la Communauté de Communes Tannay-Brinon-Corbigny.

Cette subvention est calculée sur la base du montant hors taxe de la dépense éligible. Une entreprise qui ne collecte pas et n'applique pas la TVA a la possibilité de solliciter une aide directe calculée sur la base TTC.



#### 4.1. Taux de subvention

##### 4.1.1. Pour les investissements matériels immobilisables et immatériels :

Le taux est de 40% maximum du montant HT des investissements (TTC dans le cas d'entreprise ne collectant pas la TVA cf. paragraphe ci-dessus).

- Dont Région : 35% maximum
- Dont CCTBC : 5% maximum.

##### 4.1.2. Pour les charges de remboursement d'emprunt

Aide forfaitaire unique de 981€ par entreprise.

#### 4.2. Plancher de dépenses subventionnables

Le plancher de dépenses subventionnables pour les investissements matériels immobilisables et immatériels est de 1000 € HT (1200 € TTC pour une entreprise non assujettie à la TVA).

#### 4.3. Plafond de subvention

Plafond de subvention à 10 000€ par entreprise (tous financeurs confondus).

### 5. MODALITE DE DEMANDE DE SUBVENTION

Pour bénéficier d'une aide, une demande est adressée par le chef d'entreprise à la Communauté de Communes Tannay-Brinon-Corbigny. Les dossiers seront étudiés par ordre de dépôt, pendant la durée de l'opération, dans la limite de l'enveloppe budgétaire dédiée, et dans la limite de durée de la convention du Pacte Régional des Territoires.

La demande de subvention devra être formulée par écrit selon le modèle établi par la Communauté de Communes Tannay-Brinon-Corbigny.

Elle doit contenir les pièces suivantes :

- ☐ Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée -cf. modèle-
- ☐ Dossier de présentation et descriptif du projet (incluant plan de financement équilibré en dépenses et en recettes, échéancier prévisionnel, ...) cf. modèle annexé
- ☐ Devis des investissements (pour le matériel d'occasion : acte authentifiant la vente et attestation du vendeur selon laquelle le matériel n'avait pas été subventionné à l'origine)
- ☐ Titre de propriété des locaux ou bail commercial
- ☐ Liste des Dirigeants
- ☐ Extrait K-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE
- ☐ Statuts de l'entreprise
- ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (compte professionnel)
- ☐ Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales des deux derniers exercices clos

- ☐ Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années
- ☐ Attestations sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale cf. modèle annexé
- ☐ Attestation de récupération ou non de la TVA . cf. modèle annexé
- ☐ Attestation de non commencement des travaux- cf. modèle annexé
- ☐ Attestation relative aux subventions perçues par l'entreprise durant les 3 dernières années- cf. modèle annexé
- ☐ Engagement du bénéficiaire à mentionner l'existence des aides des différents financeurs cf. modèle annexé
- ☐ Les justificatifs de l'emprunt pour le remboursement en capital (le cas échéant)

Lorsque le dossier est déposé avec l'ensemble de ces pièces jointes, la Communauté de Communes Tannay-Brinon-Corbigny transmet au demandeur un accusé de réception de dossier complet.

Cet accusé de réception ne vaut ni promesse, ni accord de subvention. Il permet l'examen de la demande par la commission développement économique de la Communauté de Communes.

A compter de la date de réception du dossier complet, le demandeur a la possibilité d'engager ses investissements. Seuls les investissements postérieurs à cette date pourront être pris en compte pour le versement des subventions.

Une entreprise pourra présenter une nouvelle demande d'aide si son nouveau projet d'investissement ne porte pas sur le même objet. Dans ce cas, le montant global des aides attribuées au titre du présent règlement sera au limité au plafond d'aides directes par entreprise définit dans le paragraphe 4.3.

## 6. MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION

Après examen de la demande, la décision d'attribution de subvention fait l'objet d'une délibération en bureau communautaire. Cette décision est directement notifiée à l'entreprise par la Communauté de Communes. Cas particuliers, dans le cas d'une demande d'aide concernant les charges des remboursements d'emprunt pour la partie capital un avis complémentaire de la Chambre Consulaire dédiée pourra être sollicité.

Le versement de la subvention est effectué par la Communauté de Communes, par l'intermédiaire de son comptable public, sur présentation des factures acquittées (investissements correspondants au devis présentés dans le dossier de demande) et suite au contrôle de la réalisation des investissements (« service fait »). Ce contrôle est effectué par l'agent de développement local de la Communauté de Communes. Il compare le détail de l'investissement réalisé à celui décrit dans la convention. Il donne lieu à l'établissement d'une





attestation « service fait » signée par le président de la Communauté de Communes ou son représentant.

Dans le cas où les dépenses seraient inférieures au(x) devis, la subvention sera calculée au prorata des dépenses réelles. Si le montant final dépasse l'investissement prévu initialement, la subvention ne pourra pas être revue à la hausse.

## 7. ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE AIDEE

L'entreprise qui bénéficie d'une subvention dans le cadre du présent règlement s'engage à :

- Présenter aux différents financeurs les factures acquittées correspondant aux investissements subventionnés dans un délai maximum d'un an suivant la date de notification de la subvention et au plus tard avant la fin de la durée de la convention du Pacte Régional des Territoires ;
- A mentionner le concours financier des partenaires de son projet (la Région, la Communauté de communes) dans les documents d'information, les outils de communication ;
- Avertir la Communauté de Communes en cas de transmission, cessation, modification d'activité.

## 8. PROCEDURE DE REVERSEMENT DE L'AIDE

L'entreprise doit maintenir son activité, rester propriétaire de son fonds ou, dans le cas d'un locataire-gérant, maintenir la location-gérance ou devenir propriétaire du fonds, dans les 3 ans minimum après le versement de l'aide. Si une vente ou cession de l'entreprise est réalisée au cours de cette période, les financeurs pourront demander le reversement de l'aide accordée, au prorata de la partie non amortie.

Des dérogations au règlement d'application local pourront être décidées par le Conseil Communautaire dans le respect du cadre général fixé par la Région.